

M. Hees: Avec Bill Harris.

Une voix: Comment va tout le monde?

M. Trudeau: Le ministre responsable a demandé en février dernier qu'une enquête approfondie soit faite à ce sujet.

M. Baldwin: Cinq mois!

M. Trudeau: Il a fait part à la Chambre de l'état de la question. Selon la position du gouvernement, si une enquête publique s'avère nécessaire après l'enquête en cours, il y en aura une. Toutefois, il n'y a rien à l'heure actuelle qui puisse m'inciter à croire que nous devrions ordonner qu'il y ait une enquête publique dans l'immédiat.

M. Hellyer: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: La présidence accordera la parole au député pour une troisième question supplémentaire, après quoi ce sera au tour du député de Qu'Appelle-Moose Mountain.

M. Hellyer: Étant donné que l'enquête demandée par le ministre d'État pourrait contenir certains éléments semblables à ceux allégués par John Dean au cours de l'enquête sur l'affaire du Watergate...

Des voix: Oh, oh!

M. Hellyer: ... le premier ministre n'ordonnera-t-il pas une enquête publique de façon à réunir tous les faits, et à permettre aux témoins de comparaître pour fournir les réponses voulues? Je demande qu'on ouvre une enquête judiciaire publique.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député pose la même question pour la deuxième fois ou présente un argument à l'appui d'une question qu'il a déjà posée. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a la parole.

* * *

● (1440)

LES AFFAIRES INDIENNES

LA POLICE DANS CERTAINES RÉSERVES—L'OFFRE DE FORMATION DE POLICIERS INDIENS PAR LA GRC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme il y a un grave problème de maintien de l'ordre dans certaines réserves indiennes, que la GRC est prête à former des recrues dans les réserves pour en faire des policiers dans ces endroits et qu'il y a 30 recrues en Saskatchewan qui attendent d'être formées, le gouvernement a-t-il pris une décision quant au programme de formation cet automne?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, nous n'avons pas encore terminé les négociations relatives au partage des coûts entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, et nous espérons obtenir une

Questions orales

réponse dans un avenir très rapproché de façon que le programme puisse prendre forme dès l'automne.

[Traduction]

LA POLICE DANS LES RÉSERVES—LES NÉGOCIATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, si on veut bien me permettre de poser une autre question, ai-je bien entendu le ministre dire qu'il demandait au gouvernement provincial de partager les coûts de la responsabilité purement fédérale qu'est le maintien de l'ordre dans les réserves indiennes?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, c'est la forme que les négociations ont prise jusqu'à maintenant, et c'est la position qu'a adoptée le gouvernement provincial.

* * *

[Traduction]

LES JEUNES

LE PROGRAMME PERSPECTIVES-JEUNESSE—LE RISQUE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS DANS L'APPROBATION DU PROJET «AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLONAISE DE PARKDALE»

M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre du fait de l'absence continuelle du ministre d'État chargé du multiculturalisme. Le premier ministre s'est-il entretenu avec le ministre d'État chargé du multiculturalisme des questions que j'ai soulevées à la Chambre hier et de celles évoquées par la presse d'aujourd'hui et est-il convaincu que cette question ne provoque aucun conflit d'intérêts?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai ni vu ni parlé au ministre depuis que cette question a été soulevée.

M. Grier: Monsieur l'Orateur, puis-je dans ce cas demander au premier ministre s'il s'engagerait à parler au ministre et à lui demander de faire une déclaration à la Chambre. J'aimerais également lui demander si, compte tenu de la situation, il n'estime pas encore plus urgent de nous saisir des principes directeurs proposés en matière de conflits d'intérêts?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne vois aucun conflit d'intérêts dans la question posée hier par le député. Je ne manquerai certes pas de la communiquer au ministre suppléant qui y donnera peut-être suite aujourd'hui ou ultérieurement.

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je puis répondre à cette question. Comme je l'ai indiqué hier au député, ce supposé conflit d'intérêts est sans le moindre fondement. Comme il le sait, et comme le savent les députés et le journal qui a publié cet article, la jeune personne en question ne participait pas au projet lorsqu'il a été financé.